

tionnelles pour le développement du système des Nations Unies dans le mécanisme de la programmation par pays,

1. *Prend acte* du rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement sur sa cinquième session⁶³, et fait siennes les décisions figurant dans ce rapport;

2. *Invite instamment* toutes les organisations et organismes des Nations Unies à soutenir activement, dans leurs domaines de compétence respectifs, l'application des recommandations contenues dans le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement et à informer le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du Programme des Nations Unies pour le développement de ce qu'ils ont fait dans ce sens, afin qu'à sa sixième session, qui se tiendra dix ans après l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires, le Comité de haut niveau dispose d'une information complète sur l'efficacité de toutes les fonctions exercées par le système des Nations Unies pour le développement à l'appui de la coopération technique entre pays en développement.

37^e séance plénière
9 juillet 1987

1987/89. Elargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale du 26 novembre 1957, dans laquelle l'Assemblée prévoyait la création d'un comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que les résolutions de l'Assemblée 1958 (XVIII) du 12 décembre 1963 et 2294 (XXII) du 11 décembre 1967, dans lesquelles elle prévoyait un élargissement ultérieur de la composition du Comité exécutif,

Prenant acte de la note verbale du 26 mai 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies⁶⁴, au sujet de l'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

1. *Recommande* à l'Assemblée générale de prendre, à sa quarante-deuxième session, une décision sur la question de l'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui passerait de quarante et un à quarante-trois membres;

2. *Recommande* au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfu-

giés d'examiner les méthodes et les moyens d'améliorer la possibilité pour les observateurs de participer efficacement à ses travaux.

37^e séance plénière
9 juillet 1987

1987/90. Problèmes alimentaires et agricoles

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, qui contient la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale, 35/56 du 5 décembre 1980, à laquelle est annexée la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, 39/174 du 17 décembre 1984 et 40/205 du 17 décembre 1985, relatives à la mise en œuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés, et 41/191 du 8 décembre 1986, relative aux problèmes alimentaires et agricoles,

Réaffirmant la Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition, adoptée par la Conférence mondiale de l'alimentation⁶⁵,

Soulignant la nécessité impérieuse de maintenir les questions alimentaires et agricoles au centre des préoccupations mondiales,

Réaffirmant le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990⁶⁶, dans lequel les pays africains et la communauté internationale se sont notamment engagés à accorder une attention prioritaire et des ressources accrues au redressement et au développement du secteur alimentaire et agricole en Afrique,

Réaffirmant que le droit à l'alimentation est un droit de l'homme universel qui devrait être garanti à tous et, à cet égard, définitivement acquis au principe général que l'alimentation ne doit pas servir de moyen de pression politique, que ce soit au niveau national ou au niveau international,

Réaffirmant également que le maintien de la paix et de la sécurité et le renforcement de la coopération internationale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture sont importants pour l'amélioration des conditions économiques et de la sécurité alimentaire,

Réaffirmant que, pour la plupart des pays en développement, l'autosuffisance alimentaire et agricole constitue un objectif important,

⁶³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 39 (A/42/39).

⁶⁴ E/1987/105.

⁶⁵ Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation, Rome, 5-16 novembre 1974 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.75.II.A.3), chap. I.

⁶⁶ Résolution S-13/2 de l'Assemblée générale, annexe.